

Référence NORTIA \_\_\_\_\_

## PRÉSENTATION

NORTIA, S.A.S. au capital de 2 000 000 €, est un intermédiaire d'assurance (article L.520-1,II,1<sup>o</sup>b du Code des assurances) dont le siège social est situé au 215 avenue Le Nôtre - BP 90335 - 59056 ROUBAIX Cedex 1, enregistré au RCS Lille Métropole 398 621 102 000 43, immatriculé sous le n° ORIAS 07 001 890 (site internet : [www.orient.fr](http://www.orient.fr)).

Le Conseiller du client, partenaire de NORTIA, est (nom du Cabinet) \_\_\_\_\_, intermédiaire d'assurance (article L.520-1,II,1<sup>o</sup>b du Code des assurances), dont le siège social est situé \_\_\_\_\_, immatriculé auprès de l'Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances (ORIAS) sous le n° \_\_\_\_\_ (site : [www.orient.fr](http://www.orient.fr)).

Il est précisé que NORTIA n'interroge pas le marché et travaille avec un nombre limité d'entreprises d'assurance (le nom de ces dernières est disponible sur simple demande).

## MODALITÉS DE RECUEIL DES INFORMATIONS

Il convient de remplir ce document relatif à la situation personnelle du client, pour toute nouvelle souscription, pour tout changement de sa situation personnelle, ou en cas de renonciation au contrat. Dans les autres cas, NORTIA et/ou l'Assureur se réserve(nt) le droit de réclamer ce document si nécessaire.

Ce document devra être complété par tout document justificatif dès le 1er euro versé si le versement est effectué par un tiers, ou en provenance d'un compte domicilié à l'étranger, ou encore si le souscripteur (ou un membre de sa famille ou de son entourage) est une personne politiquement exposée.

Dans les autres cas, vous trouverez en page 4 les justificatifs à fournir en fonction de l'origine des fonds.

Les informations recueillies dans le cadre de la présente fiche sont effectuées dans l'intérêt du client et sont nécessaires au traitement de son dossier. Dans le cas d'un défaut de réponse, le client est informé que l'opération envisagée ne pourra être acceptée.

Les informations sont destinées à son Conseiller, à NORTIA, ainsi qu'à l'Assureur auprès duquel le contrat est souscrit ; certaines ont pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en application des dispositions des articles L. 561-2 et suivants du Code Monétaire et Financier.

L'attention du client est attirée sur le fait que la fourniture d'une information complète et sincère est également une condition indispensable à la délivrance, par son Conseiller, d'un conseil adapté.

Par ailleurs, le client pourra être invité par son Conseiller à apporter les modifications nécessaires lorsque les informations fournies présentent entre elles des incohérences manifestes, ou encore lorsqu'une opération postérieure à la souscription du contrat exige une actualisation de ces informations.

## COMMENT ET POURQUOI SONT UTILISÉES LES DONNÉES ?

Les données à caractère personnel sont collectées et traitées par NORTIA et l'organisme d'assurance du contractant, membre d'AG2R LA MONDIALE, au titre de la passation, de la gestion et de l'exécution de son contrat, ainsi il utilise :

- des données relatives à l'âge du contractant, sa situation familiale ou professionnelle, nécessaires à l'étude de ses besoins et de son profil afin de lui proposer des produits et des services adaptés ;
- des informations sur ses revenus, son patrimoine et ses placements pour étudier ses besoins et son profil d'investisseur afin de lui proposer des produits, supports d'investissement et services financiers adaptés ;
- de ses coordonnées de contact et informations bancaires pour la gestion administrative, technique et commerciale du contrat et des services associés.

Elles peuvent également être utilisées pour poursuivre les intérêts légitimes de NORTIA et de l'organisme d'assurance de protection et de développement des activités et d'amélioration continue des produits et services offerts à ses clients au travers de :

- la réalisation d'analyses et d'études pour mettre au point de nouvelles offres de prévoyance, épargne retraite, et autres assurances,
- individuelles ou collectives ;
- la lutte contre la fraude notamment à partir de la détection d'anomalies dans le fonctionnement des contrats, pouvant conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

Elles sont enfin traitées pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires de NORTIA et de l'organisme l'organisme d'assurance et notamment :

- la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- les déclarations obligatoires auprès des autorités et administrations publiques.

L'organisme d'assurance et NORTIA peuvent être amenés à mettre en oeuvre des traitements automatisés ou de profilage fondés sur l'analyse des données du souscripteur/adhèrent, notamment afin de répondre à ses obligations de conseil, de déterminer les garanties, les placements ou les prestations et de lui proposer des contrats et services adaptés.

Les données nécessaires à la gestion du contrat et des services associés sont conservées pendant la durée du contrat et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légales.

Les informations présentées comme obligatoires sont nécessaires à la bonne exécution des opérations sur le contrat, leur absence pourrait entraîner le refus de ces opérations par l'assureur.

Dans le cadre de ces traitements, les données sont transmises aux services en relation avec le souscripteur/adhèrent et ses ayants-droits, aux membres d'AG2R LA MONDIALE et à ses partenaires, intermédiaires d'assurance, réassureurs, qui interviennent dans la réalisation des finalités énoncées et, enfin, aux administrations et autorités publiques concernées.

## TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Les personnes désirant faire part d'un différend peuvent adresser, gratuitement, une réclamation par écrit à leur Conseiller et/ou au Service Clients de NORTIA (215 avenue Le Nôtre – BP 90335 - 59056 ROUBAIX Cedex 1 – France - Mail: [clients@nortia.fr](mailto:clients@nortia.fr)).

NORTIA s'engage à répondre à toutes les réclamations qui lui seront adressées, soit directement, soit après avoir accusé réception de la réclamation dans un délai maximum de 10 jours. NORTIA dispose alors d'un délai de réponse maximum de 2 mois suivant la date de réception de la réclamation. Cependant, s'il advenait que ce délai ne puisse pas être respecté (*du fait de circonstances particulières tenant par exemple à la complexité des éléments abordés*), NORTIA adressera au réclamant un courrier circonstancié l'informant du déroulement du traitement de la réclamation. Dans le cas où la décision de NORTIA ne satisfait pas pleinement le réclamant, ou en cas de désaccord définitif avec NORTIA, celui-ci dispose de différentes voies de recours amiables ou judiciaires.

En cas de désaccord sur la réponse donnée et si toutes les voies de recours internes ont été épuisées, le Souscripteur ou ses ayants droit peut (peuvent) solliciter l'avis du Médiateur de l'Assurance, personne indépendante de l'Assureur, sans préjudice pour le Souscripteur d'exercer une action en justice.

La saisie du Médiateur se fait :

- par courrier, à l'adresse suivante: La Médiation de l'Assurance TSA - 50110 - 75441 Paris Cedex 09
- par voie électronique, en complétant le formulaire de saisie disponible sur le site internet de la Médiation de l'Assurance : <http://www.mediation-assurance.org>.

La Charte de la Médiation de l'Assurance et les conditions d'accès à cette médiation sont disponibles sur le site internet : <http://www.mediation-assurance.org> ou sur simple demande à l'adresse des bureaux de l'Assureur.

## QUELS SONT LES DROITS DU SOUSCRIPTEUR/ADHÉRENT ET COMMENT LES EXERCER ?

Le souscripteur/adhèrent dispose du droit de demander l'accès aux données le concernant, leur rectification, leur effacement et leur portabilité. Il peut aussi, sous certaines conditions, demander la limitation d'un traitement ou s'opposer à sa mise en oeuvre. Enfin, il a la possibilité de définir des directives générales et particulières précisant la manière dont il entend que soient exercés ces droits, après son décès.

Ces droits peuvent être exercés en adressant un courrier accompagné d'un justificatif d'identité à soit :

- AG2R LA MONDIALE, à l'attention du Délégué à la protection des données, 104\_110 Bd Haussmann, 75379 PARIS Cedex 08, ou par courriel à [informatique.libertes@ag2rmondiale.fr](mailto:informatique.libertes@ag2rmondiale.fr)

soit

- NORTIA, à l'attention du Délégué à la protection des données, 215 Avenue Le Nôtre BP90335, 59056 Roubaix Cedex 1, ou par courriel à [cil@nortia.fr](mailto:cil@nortia.fr).

Pour les données traitées au titre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le souscripteur/adhèrent doit exercer son droit d'accès auprès de la **Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL)**, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS.

L'organisme d'assurance et NORTIA apporte la plus grande attention aux données personnelles du souscripteur/adhèrent, néanmoins s'il considère que le traitement de ses données porte atteinte à ses droits il dispose de la faculté d'introduire une réclamation auprès de la CNIL. Pour en savoir plus sur notre politique de protection des données personnelles : <https://www.ag2rmondiale.fr/protection-des-donnees-personnelles>

Le présent bulletin renseigné et signé devra être renvoyé accompagné :

- de l'annexe 1, à renseigner obligatoirement si le souscripteur/adhèrent n'a jamais répondu aux 4 questions portant sur les données relatives aux échanges de l'information fiscale ou si ces données ont changé ;
- des justificatifs nécessaires tels que précisés à l'annexe 2 ;
- et d'un bulletin de modification, le cas échéant.

**Attention : seuls les bulletins faisant apparaître la totalité des informations et justificatifs demandés pourront être traités.**

N° de contrat (à ne remplir qu'en cas d'actualisation des éléments de connaissance clients) | \_\_\_\_\_

### IDENTIFICATION DU(DES) SOUSCRIPTEUR(S) - ADHÉRENT(S)

Nom | \_\_\_\_\_

Nom | \_\_\_\_\_

Prénom(s) | \_\_\_\_\_

Prénom(s) | \_\_\_\_\_

Né(e) le | \_\_\_\_\_, à | \_\_\_\_\_

Né(e) le | \_\_\_\_\_, à | \_\_\_\_\_

Adresse (un justificatif de domicile pourra être réclamé si les pièces jointes au bulletin de souscription ne peuvent pas à elles seules apporter cette justification)

Adresse (un justificatif de domicile pourra être réclamé si les pièces jointes au bulletin de souscription ne peuvent pas à elles seules apporter cette justification)

| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_  
| \_\_\_\_\_

Nationalité | \_\_\_\_\_

Nationalité | \_\_\_\_\_

Êtes-vous résident fiscal français?  Oui  Non

Êtes-vous résident fiscal français?  Oui  Non

Avez-vous une seule résidence fiscale?  Oui  Non

Avez-vous une seule résidence fiscale?  Oui  Non

Pièce d'identité à joindre :  Passeport  
 Carte d'identité (recto/verso)  Titre de séjour (recto/verso)

Pièce d'identité à joindre :  Passeport  
 Carte d'identité (recto/verso)  Titre de séjour (recto/verso)

Délivrée le | \_\_\_\_\_, à | \_\_\_\_\_

Délivrée le | \_\_\_\_\_, à | \_\_\_\_\_

Numéro de la pièce | \_\_\_\_\_

Numéro de la pièce | \_\_\_\_\_

Entrée en relation avec le conseiller :

< 1 an  1 à 5 ans  5 à 10 ans  > 10 ans

Entrée en relation avec le conseiller :

< 1 an  1 à 5 ans  5 à 10 ans  > 10 ans

### SITUATION FAMILIALE

Célibataire  Pacsé(e)  Union Libre  
 Marié(e)\*  Divorcé(e)  Veuf(ve)

\* Précisez  Communauté légale  Communauté universelle  
 Autre | \_\_\_\_\_

### SITUATION FAMILIALE

Célibataire  Pacsé(e)  Union Libre  
 Marié(e)\*  Divorcé(e)  Veuf(ve)

\* Précisez  Communauté légale  Communauté universelle  
 Autre | \_\_\_\_\_

### SITUATION PROFESSIONNELLE

La profession devra permettre de déduire un niveau probable de revenus et de juger de la cohérence de l'opération (éviter les mentions génériques telles que fonctionnaire, profession libérale, cadre, homme d'affaires...).

Profession (profession antérieure si retraité(e))

Profession (profession antérieure si retraité(e))

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

Secteur d'activité | \_\_\_\_\_

Secteur d'activité | \_\_\_\_\_

Catégorie socio-professionnelle (voir en page 5) | \_\_\_\_\_

Catégorie socio-professionnelle (voir en page 5) | \_\_\_\_\_

Code NAF | \_\_\_\_\_

Code NAF | \_\_\_\_\_

Sans profession (préciser la source des revenus du foyer fiscal)

Sans profession (préciser la source des revenus du foyer fiscal)

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

Le souscripteur/adhèrent, un membre de sa famille ou de son entourage exerce-t-il ou a-t-il exercé depuis moins d'un an des fonctions publiques (Personne Politiquement Exposée car exerçant un mandat électif, social, ...)?

Le souscripteur/adhèrent, un membre de sa famille ou de son entourage exerce-t-il ou a-t-il exercé depuis moins d'un an des fonctions publiques (Personne Politiquement Exposée car exerçant un mandat électif, social, ...)?

Non

Non

Oui (préciser la personne concernée, le lien avec le souscripteur, la fonction exercée, le pays) :

Oui (préciser la personne concernée, le lien avec le souscripteur, la fonction exercée, le pays) :

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

| \_\_\_\_\_

## SITUATION PATRIMONIALE

### Revenus annuels du foyer fiscal :

Montant \_\_\_\_\_ €

Nature des revenus :

- Salaires                       Pensions  
 Revenus fonciers         Revenus financiers (exemples BIC/BNC...)  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

### Estimation du patrimoine du foyer fiscal :

Montant \_\_\_\_\_ €

- Ventilé comme suit :     Placements financiers  
 Immobilier                       Biens professionnels  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

Quote-part du patrimoine que le client envisage d'investir \_\_\_\_\_ %

### Estimation des charges financières :

Montant \_\_\_\_\_ €

- Dépenses courantes     Emprunt immobilier  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

## SITUATION PATRIMONIALE

### Revenus annuels du foyer fiscal :

Montant \_\_\_\_\_ €

Nature des revenus :

- Salaires                       Pensions  
 Revenus fonciers         Revenus financiers (exemples BIC/BNC...)  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

### Estimation du patrimoine du foyer fiscal :

Montant \_\_\_\_\_ €

- Ventilé comme suit :     Placements financiers  
 Immobilier                       Biens professionnels  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

Quote-part du patrimoine que le client envisage d'investir \_\_\_\_\_ %

### Estimation des charges financières :

Montant \_\_\_\_\_ €

- Dépenses courantes     Emprunt immobilier  
 Autres (précisez) \_\_\_\_\_

## ORIGINE DES FONDS

Il conviendra d'indiquer le montant afférant à chaque origine. Ces informations devront être complétées par un justificatif dans les situations décrites en page 1 du document (versement supérieur ou égal à 150 000€, versement effectué par un tiers, etc).

| ORIGINES   | MONTANT |
|--|---------|
| <input type="checkbox"/> Transferts/Réemplois d'épargne (précisez le type de produit d'origine)<br>_____   | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Vente immobilière   | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Héritage / Don / Succession (précisez filiation et date)<br>_____   | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Prestation (Accident, Décès, Invalidité) ou Indemnité (divorce, licenciement...) Précisez<br>_____                                | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Revenus professionnels (primes, salaires, dividendes, pension de retraite...)   | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Cession d'actifs professionnels ou de parts de société (commerce, exploitation agricole,...)                                      | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Gains au jeu (loto, casino, machine à sous, paris...)   | _____ € |
| <input type="checkbox"/> Autre (précisez nature, date de la transaction à l'origine de l'épargne réinvestie, et établissement d'origine)<br>_____<br>_____ | _____ € |

Les fonds qui proviennent d'un compte commun avec une autre personne sont présumés être des fonds propres lorsque le souscripteur est célibataire, pacsé ou marié sous le régime de la séparation de bien, et tiennent lieu d'emploi ou de remploi.

Il conviendra d'indiquer le montant afférant à chaque origine.

Ces informations devront être complétées par tout document justificatif dès le 1er euro versé si le versement est effectué par un tiers, ou en provenance d'un compte domicilié à l'étranger, ou encore si le souscripteur (ou un membre de sa famille ou de son entourage) est une personne politiquement exposée.

Enfin tout document justificatif sera également obligatoire dans les cas suivants :

- si l'origine des fonds provient de «revenus professionnels» et si le montant du versement atteint 100% du maximum de la tranche de revenu déclarée (ou du revenu réel communiqué)
- si l'origine du fonds est «patrimoine» et si le montant du versement atteint 50% du maximum de la tranche de patrimoine déclarée (ou du patrimoine réel communiqué)

## MODALITÉS DE VERSEMENT

Mode de paiement :                       Virement                                       Chèque

Le titulaire du compte est-il le souscripteur ?

- Oui  
 Non - Préciser le lien entre le titulaire du compte et le souscripteur (conjoint, ascendant, tiers tels que notaire, assureur...) et compléter ces informations par un justificatif (acte de donation, acte de vente, copie de courrier...) et par une pièce d'identité du titulaire du compte  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

## OBJECTIFS DE PLACEMENT

- Valoriser un capital
- Transmettre un capital en cas de décès
- Utiliser le contrat comme instrument de garantie
- Disposer de revenus complémentaires pour la retraite  
(date prévisionnelle du départ en retraite) \_\_\_\_\_
- Autre (précisez) \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## CAS PARTICULIER DE LA RENONCIATION AU CONTRAT

En cas de renonciation au contrat et quel que soit le montant, préciser obligatoirement le motif de la renonciation, la destination et l'utilisation des fonds \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Au regard des exigences et besoins exprimés, le Conseiller du client peut lui proposer le contrat (à compléter) \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## OBSERVATIONS

Ce champ est libre et vous permet de préciser toute observation dont vous voudriez nous faire part au terme de ce document.

## SIGNATURE(S)

Je reconnais avoir pris connaissance des informations et conseils reçus par mon Conseiller avant la conclusion du contrat, ou lors d'une opération postérieure à celui-ci, ainsi que du présent préambule.

Par ailleurs, j'atteste de l'exactitude des informations que je fournis et reconnais que celles-ci sont nécessaires au traitement de l'opération envisagée.

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_

Nom, cachet et signature de votre Conseiller

Signature du Souscripteur

Signature du Co-souscripteur

## LISTE DES CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES DÉTAILLÉES (Source : INSEE)

|    |   |    |  |    |  |
|----|---|----|--|----|--|
| 11 | Agriculteurs sur petite exploitation                        | 44 | Clergé, religieux  | 67 | Ouvriers non qualifiés de type industriel  |
| 12 | Agriculteurs sur moyenne exploitation                       | 45 | Professions intermédiaires administratives de la fonction publique         | 68 | Ouvriers non qualifiés de type artisanal   |
| 13 | Agriculteurs sur grande exploitation                        | 46 | Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises | 69 | Ouvriers agricoles   |
| 21 | Artisans  | 47 | Techniciens  | 71 | Anciens agriculteurs exploitants   |
| 22 | Commerçants et assimilés                                    | 48 | Contremaîtres, agents de maîtrise  | 72 | Anciens artisans, commerçants, chef d'entreprise                                     |
| 23 | Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus                   | 52 | Employés civils et agents de service de la fonction publique               | 74 | Anciens cadres   |
| 31 | Professions libérales                                       | 53 | Policiers et militaires  | 75 | Anciennes professions intermédiaires   |
| 33 | Cadres de la fonction publique                              | 54 | Employés administratifs d'entreprise                                       | 77 | Anciens employés   |
| 34 | Professeurs, professions scientifiques                      | 55 | Employés de commerce   | 78 | Anciens ouvriers   |
| 35 | Professions de l'information, des arts et des spectacles    | 56 | Personnels des services directs aux particuliers                           | 81 | Chômeurs n'ayant jamais travaillé  |
| 37 | Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise           | 62 | Ouvriers qualifiés de type industriel                                      | 83 | Militaire du contingent  |
| 38 | Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise                | 63 | Ouvriers qualifiés de type artisanal                                       | 84 | Élèves, étudiants  |
| 42 | Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés           | 64 | Chauffeurs   | 85 | Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités) |
| 43 | Professions intermédiaires de la santé et du travail social | 65 | Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage                        | 86 | Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)  |

LISTE DES CODES NAF

|    |  |    |   |    |  |
|----|--|----|---|----|--|
| 01 | Culture et production animale, chasse et services annexes  |    |   | 68 | Activités immobilières   |
| 02 | Sylviculture et exploitation forestière  | 35 | Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné  | 69 | Activités juridiques et comptables   |
| 03 | Pêche et aquaculture   |    |   | 70 | Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion  |
| 05 | Extraction de houille et de lignite  | 36 | Captage, traitement et distribution d'eau   | 71 | Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques              |
| 06 | Extraction d'hydrocarbures   | 37 | Collecte et traitement des eaux usées   |    |  |
| 07 | Extraction de minerais métalliques   | 38 | Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération culturelles  | 72 | Recherche-développement scientifique   |
| 08 | Autres industries extractives  |    |   | 73 | Publicité et études de marché  |
| 09 | Services de soutien aux industries extractives   | 39 | Dépollution et autres services de gestion des déchets   | 74 | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques   |
| 10 | Industries alimentaires  |    |   | 75 | Activités vétérinaires   |
| 11 | Fabrication de boissons  | 41 | Construction de bâtiments   | 77 | Activités de location et location-bail   |
| 12 | Fabrication de produits à base de tabac  | 42 | Génie civil   | 78 | Activités liées à l'emploi   |
| 13 | Fabrication de textiles  | 43 | Travaux de construction spécialisés   | 79 | Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes           |
| 14 | Industrie de l'habillement   | 45 | Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles   | 80 | Enquêtes et sécurité   |
| 15 | Industrie du cuir et de la chaussure   |    |   | 82 | Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises                             |
| 16 | Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie | 46 | Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles   | 84 | Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire                                    |
| 17 | Industrie du papier et du carton   | 47 | Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles   |    |  |
| 18 | Imprimerie et reproduction d'enregistrements   | 49 | Transports terrestres et transport par conduites  | 85 | Enseignement   |
| 19 | Cokéfaction et raffinage   | 50 | Transports par eau  | 86 | Activités pour la santé humaine  |
| 20 | Industrie chimique   | 51 | Transports aériens  | 87 | Hébergement médico-social et social  |
| 21 | Industrie pharmaceutique   | 52 | Entreposage et services auxiliaires des transports  | 88 | Action sociale sans hébergement  |
| 22 | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique  | 53 | Activités de poste et de courrier   | 90 | Activités créatives, artistiques et de spectacle   |
| 23 | Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques   | 55 | Hébergement   | 91 | Bibliothèques, archives, musées et autres activités  |
| 24 | Métallurgie  | 56 | Restauration  | 92 | Organisation de jeux de hasard et d'argent   |
| 25 | Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements   | 58 | Édition   | 93 | Activités sportives, récréatives et de loisirs   |
| 26 | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques   | 59 | Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale | 95 | Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques                                       |
| 27 | Fabrication d'équipements électriques  | 60 | Programmation et diffusion  | 94 | Activités des organisations associatives   |
| 28 | Fabrication de machines et équipements n.c.a.  | 61 | Télécommunications  | 96 | Autres services personnels   |
| 29 | Industrie automobile 81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager  | 62 | Programmation, conseil et autres activités informatiques  | 97 | Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique                                  |
| 30 | Fabrication d'autres matériels de transport  | 63 | Services d'information  | 98 | Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre |
| 31 | Fabrication de meubles   | 64 | Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite  | 99 | Activités des organisations et organismes extraterritoriaux  |
| 32 | Autres industries manufacturières  | 65 | Assurance   |    |  |
| 33 | Réparation et installation de machines et d'équipements  | 66 | Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance   |    |  |



AG2R LA MONDIALE

PERSONNE  
PHYSIQUE

# COLLECTE DES DONNÉES RELATIVES AUX ÉCHANGES DE L'INFORMATION FISCALE

**Le présent document est à renseigner obligatoirement si le souscripteur/adhérent n'a jamais répondu aux 4 questions suivantes ou si sa situation a évolué par rapport aux informations communiquées dans un questionnaire précédent.**

Ce document s'inscrit dans le cadre :

- de l'obligation de transmettre des informations relatives à des personnes américaines (statut de « US Person ») à l'administration fiscale en application de l'accord intergouvernemental signé le 14 novembre 2013 entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA »),
- de la réglementation concernant l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal entre les pays de l'Union Européenne,
- de la réglementation concernant l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal résultant des accords bilatéraux ou multilatéraux signés par la République française.

L'assureur est ainsi dans l'obligation de collecter les informations suivantes afin de déterminer de quel(s) pays les souscripteurs/adhérents sont contribuables.

Pour cette raison, il leur est demandé de répondre aux questions ci-dessous.

## IDENTITÉ DU SOUSCRIPTEUR/ADHÉRENT ET DU CO-SOUSCRIPTEUR/CO-ADHÉRENT

### Souscripteur/adhérent

Madame  Monsieur

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom(s) : \_\_\_\_\_

Titulaire(s) du contrat \_\_\_\_\_

### Co-souscripteur/Co-adhérent

Madame  Monsieur

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom(s) : \_\_\_\_\_

N° du contrat : \_\_\_\_\_

## DÉTERMINATION DU STATUT DE PERSONNE AMÉRICAINE (« US PERSON »)

|  | Non  | Oui  | Formulaire à fournir dûment rempli et signé | Statut   |
|--|--|--|---|--|
| 1. Le souscripteur/adhérent est-il citoyen des États-Unis d'Amérique ?<br>Souscripteur/adhérent<br>Co-souscripteur/co-adhérent   | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> | Si « Oui »<br>fournir le W-9                | « US Person »  |
| 2. Le souscripteur/adhérent est-il résident fiscal* des États-Unis d'Amérique ?<br>Souscripteur/adhérent<br>Co-souscripteur/co-adhérent  | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> |   |  |
| 3. Le souscripteur/adhérent possède-t-il un numéro d'immatriculation fiscal des États-Unis d'Amérique (TIN) alors même qu'il n'est plus résident fiscal* des États-Unis d'Amérique ?<br>Souscripteur/adhérent<br>Co-souscripteur/co-adhérent | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> | <input type="radio"/><br><input type="radio"/> | Si « Oui »<br>fournir le W-8BEN             | - « Non US Person »<br>si remise du W-8BEN<br>- « US Person »<br>si non remise du W-8BEN |

• **Si la réponse est OUI** à au moins une des questions précédentes, le souscripteur/adhérent fournit les documents nécessaires et renseigne son numéro d'identification fiscale (« Taxpayer Identification Number » ou TIN) s'il en possède un.

• Souscripteur/adhérent : (TIN) \_\_\_\_\_

• Co-Souscripteur/Co-adhérent : (TIN) \_\_\_\_\_

• **Si la réponse est NON**, mais que le souscripteur/adhérent présente un des critères suivants : un lieu de naissance aux États-Unis et/ou une adresse de résidence ou postale aux États-Unis, transmettre les pièces suivantes :

- le formulaire W8-BEN de l'administration fiscale américaine, complété, daté et signé.
- un passeport non américain ou une carte nationale d'identité
- une copie du certificat individuel de perte de nationalité américaine (uniquement si le lieu de naissance est aux États-Unis), à défaut fournir l'attestation sur l'honneur de « non résidence fiscale et de non obligation fiscale aux États-Unis ».

En cas de **double nationalité**, fournir l'attestation sur l'honneur de « non résidence fiscale et de non obligation fiscale aux États-Unis ».

**Si les formulaires ne sont pas remis à l'assureur ou si un « indice d'américanité » est découvert (par exemple lieu de naissance ou adresse aux États-Unis d'Amérique...), l'entreprise d'assurance demandera au souscripteur/adhérent un complément d'informations ou de justificatifs. Si le souscripteur/adhérent ne répond pas, l'entreprise d'assurance sera dans l'obligation de déclarer le(s) contrat(s) aux autorités fiscales.**

\* Le souscripteur/adhérent est considéré comme résident fiscal par l'administration américaine s'il remplit l'une des conditions suivantes :

1. Il est détenteur de la carte verte, sauf si son statut légal de résident permanent lui a été retiré ou s'il y a renoncé judiciairement ou administrativement.
2. Il a résidé aux États-Unis d'Amérique au moins 183 jours durant la dernière année civile.

3. Il a résidé aux États-Unis d'Amérique plus de 30 jours durant la dernière année civile et au moins 183 jours durant cette même année et les deux années précédentes. La formule à utiliser pour cette détermination prend en compte la totalité des jours pour la dernière année (100%), un tiers (1/3) des jours pour l'année précédente et un sixième (1/6) pour la seconde.
4. Il a choisi le statut fiscal de résident ou il est marié à un résident fiscal et il désire faire une déclaration commune.

Échappent au critère des 183 jours de présence et donc n'acquièrent pas le statut fiscal de résident :

- les membres du corps diplomatique ou ceux détachés auprès des organisations étrangères,
- les enseignants et stagiaires,
- les étudiants,
- les athlètes professionnels temporairement aux États-Unis d'Amérique pour participer à une compétition internationale pour le compte d'une organisation caritative.

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des États-Unis d'Amérique qui peuvent évoluer, se reporter au site de l'autorité américaine dénommée Internal Revenue Service (IRS) : <http://www.irs.gov/Individuals/International-Taxpayers/Substantial-Presence-Test>

## RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE ET ACCORDS BILATÉRAUX ET MULTILATÉRAUX CONCLUS PAR LA FRANCE

4. Le souscripteur/adhérent a-t-il des obligations fiscales\* dans un pays autre que la France ?

Souscripteur/adhérent :  Non  Oui

Co-souscripteur/co-adhérent :  Non  Oui

**Si la réponse est OUI** à la question 4, merci d'indiquer le(s) pays dans le(s)quel(s) le souscripteur/adhérent a des obligations déclaratives en matière fiscale ainsi que son numéro d'identification fiscal (NIF) correspondant lorsque le pays en délivre un :

### Souscripteur/adhérent

• Nom du pays : \_\_\_\_\_

NIF/TIN : \_\_\_\_\_

• Nom du pays : \_\_\_\_\_

NIF/TIN : \_\_\_\_\_

### Co-souscripteur/Co-adhérent

• Nom du pays : \_\_\_\_\_

NIF/TIN : \_\_\_\_\_

• Nom du pays : \_\_\_\_\_

NIF/TIN : \_\_\_\_\_

\* Le critère de résidence fiscale s'apprécie au regard de la réglementation nationale du ou des pays(s) envers le(s)quel(s) le souscripteur/adhérent est soumis à une obligation déclarative en matière fiscale.

Cette résidence fiscale et les informations correspondantes doivent être déclarées à l'assureur dans le présent document dès lors que la France a conclu avec l'état concerné un accord prévoyant l'échange d'informations en matière fiscale.

L'assureur pourra, le cas échéant, de façon automatique ou sur demande, transmettre des informations relatives au contrat et/ou son souscripteur/adhérent et/ou son bénéficiaire à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) dans le but de satisfaire à ses obligations notamment dans le cadre de l'échange automatique d'informations, conformément à la réglementation en vigueur.

## SIGNATURE(S)

Les souscripteurs/adhérents certifient l'exactitude des réponses apportées aux questions précédentes et s'engagent à fournir à l'assureur les documents nécessaires et leur numéro d'identification fiscal, le cas échéant.

Les souscripteurs/adhérents déclarent être pleinement informés que l'entreprise d'assurance peut être tenue de transmettre ces informations à l'administration fiscale.

**Si leur statut venait à changer, les souscripteurs/adhérents s'engagent à en informer l'entreprise d'assurance et à fournir l'ensemble des documents nécessaires.**

Fait à \_\_\_\_\_, le | | | | | | | | | |

Signature(s)

(précédée(s) de la mention « lu et approuvé »)

Le souscripteur/adhérent      Le co-souscripteur/co-adhérent

**Informatique et Libertés** : La collecte des données personnelles du souscripteur/adhérent est effectuée, par l'assureur, dans le cadre d'un traitement relatif à la gestion administrative de son dossier. Ces informations sont nécessaires à l'instruction de sa demande d'opérations conformément aux dispositions réglementaires auxquelles l'assureur doit obligatoirement se soumettre. A défaut, cette demande ne pourra pas être prise en compte.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée, le souscripteur/adhérent bénéficie d'un droit d'accès, d'interrogation et de rectification sur les données qui le concernent, sur simple courrier adressé à AG2R LA MONDIALE, à l'attention du Correspondant Informatique et Libertés, 104-110 Bd Haussmann, 75379 PARIS Cedex 08 ou par mail à [informatique.libertes@ag2rlamondiale.fr](mailto:informatique.libertes@ag2rlamondiale.fr).

Pour les traitements mis en œuvre aux seules fins de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, son droit d'accès aux données s'exerce auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 8 rue Vivienne, CS 30223, 75083 PARIS cedex 02.